



NATIONS UNIES

CONSEIL DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/6891
9 novembre 1965
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

PROGRAMME DES NATIONS UNIES EN VUE DE PERMETTRE A DES AFRICAINS
DE FAIRE DES ETUDES ET DE RECEVOIR UNE FORMATION A L'ETRANGER
EN APPLICATION DE LA RESOLUTION S/5773 ADOPTEE PAR LE CONSEIL
DE SECURITE LE 18 JUIN 1964

Rapport du Secrétaire général

1. Au paragraphe 11 du dispositif de sa résolution S/5773, adoptée le 18 juin 1964, le Conseil de sécurité a invité le Secrétaire général "à établir, en consultation avec les institutions spécialisées compétentes des Nations Unies, un programme d'enseignement et de formation professionnelle en vue de permettre à des Sud-Africains de faire des études et de recevoir une formation à l'étranger".
2. Le Conseil de sécurité a pris cette décision sur l'avis du Groupe d'experts créé en application de sa résolution S/5471 du 4 décembre 1963, lequel Groupe a recommandé d'instituer un programme d'enseignement et de formation des Nations Unies afin "de permettre au plus grand nombre possible de Sud-Africains de participer pleinement, dans les plus brefs délais, au progrès économique et social de leur pays". Le Groupe d'experts a suggéré que l'ONU invite tous les Etats Membres à contribuer financièrement à ce programme de "formation à l'étranger d'un grand nombre d'avocats, d'ingénieurs, d'agronomes, de fonctionnaires, d'instituteurs, et de professeurs ainsi qu'à la formation en matière de relations du travail, de gestion d'entreprises commerciales et industrielles, etc.". Il a estimé qu'une bonne partie de l'enseignement et de la formation pouvait être dispensée dans d'autres Etats africains^{1/}.
3. Le Secrétaire général a examiné les questions relatives à la mise sur pied d'un tel programme avec les directeurs généraux des institutions spécialisées et avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés à un certain nombre de réunions et lors des sessions du Comité administratif de coordination tenues à New York en 1964 et à Vienne en 1965.
4. Les institutions spécialisées principalement intéressées ont fait savoir qu'elles étaient disposées à contribuer activement à la réalisation de ce programme dans leurs domaines de compétence respectifs.

^{1/} S/5658, annexe, par. 86.

5. Il a été entendu, compte tenu du rapport du Groupe d'experts, que le programme mettrait l'accent sur l'enseignement et la formation dans certains domaines particuliers qui sont d'une importance capitale si l'on veut que tous les éléments de la population sud-africaine puissent participer pleinement au progrès politique économique et social de leur pays conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies. On a estimé que, ce programme, bien qu'il ne fût pas conçu comme un programme de secours aux réfugiés, devrait s'adresser aussi bien aux réfugiés remplissant les conditions voulues qu'aux personnes qui résident actuellement dans la République sud-africaine.

6. Comme l'enseignement et la formation qu'exige la réalisation des buts définis par le Groupe d'experts doivent être très variés et avoir une large portée et que le programme doit être organisé de façon que l'on puisse prendre en considération les demandes de tous les Sud-Africains, qu'ils résident dans la République ou à l'étranger, il est évident que le programme en question, par son ampleur et sa complexité, entre dans une catégorie très différente de celle de tout autre programme d'enseignement ou de formation actuellement entrepris par les organismes des Nations Unies. C'est pourquoi on a estimé qu'il était indispensable d'envisager des dispositions administratives qui facilitent une action conjointe de l'ONU et des institutions spécialisées intéressées.

7. Enfin il fallait, autant que possible, accorder une attention spéciale aux possibilités d'enseignement et de formation dans le continent africain, car l'enseignement et la formation en milieu africain permettraient le mieux de préparer les étudiants à participer pleinement au développement futur de l'Afrique du Sud et du continent africain dans son ensemble. Le programme, devait pour cette même raison, prévoir la formation pratique et l'emploi - notamment dans les pays africains et dans le cadre des programmes africains de l'ONU et des institutions spécialisées - non seulement de ceux qui ne peuvent pas retourner dans leur pays mais aussi de ceux qui le peuvent.

8. Lors des consultations initiales, on a jugé utile de passer d'abord en revue les programmes bilatéraux et non gouvernementaux qui permettent déjà à des Sud-Africains de faire des études et de recevoir une formation à l'étranger, de déterminer la répartition géographique et le nombre des Sud-Africains à l'étranger qui ont besoin d'une assistance pour achever leurs études supérieures et leur formation ou qui cherchent le moyen de faire ces études et de recevoir cette

formation, et d'examiner les moyens d'enseignement et de formation existants et les problèmes spéciaux que posent le placement des Sud-Africains. Cette enquête permettrait, a-t-on estimé, d'éviter les doubles emplois et de mettre à profit l'expérience pratique des personnes et des institutions s'occupant déjà de ces activités ou d'activités analogues en faveur d'étudiants et de stagiaires.

9. Le Secrétaire général a, en conséquence, chargé un de ses représentants de prendre contact avec les institutions spécialisées, les organismes bénévoles nationaux et internationaux et leurs services extérieurs, le secrétariat de l'Organisation de l'unité africaine et les gouvernements de plusieurs pays abritant un grand nombre de réfugiés sud-africains, afin d'établir un rapport qui puisse servir de base à de nouveaux échanges de vues.

10. Plusieurs institutions spécialisées, la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine ont donné ou comptent donner plus d'ampleur aux programmes d'enseignement et de formation en Afrique susceptibles de bénéficier aux Sud-Africains qui cherchent à faire des études et à recevoir une formation à l'étranger^{2/}.

11. En attendant que le programme soit arrêté dans tous ses détails, le Secrétaire général a pris des dispositions pour qu'un certain nombre de bourses et d'allocations soient accordées pendant l'année scolaire 1965-1966 pour des études aux niveaux secondaire et supérieur. Pour le financement de ce programme limité, on dispose d'une somme de 237 000 dollars constituée par les contributions volontaires des Etats Membres suivants : Danemark, 37 000 dollars; Etats-Unis; 75 000 dollars; Norvège, 25 000 dollars; Royaume-Uni, 70 000 dollars; Suède, 30 000 dollars. On compte accorder, dans le cadre de ce programme, de quarante à cinquante bourses pour études dans les domaines de l'enseignement, du droit, de la médecine générale et spécialisée, des soins infirmiers, de l'administration hospitalière, de la comptabilité, des sciences physiques et sociales, etc. L'expérience acquise dans l'examen des candidatures reçues jusqu'à présent a, dans une certaine mesure, révélé la complexité et l'étendue du problème et facilitera sans aucun doute le lancement du programme complet sur des bases saines.

^{2/} Il est à noter que la Conférence au sommet des Etats africains indépendants, qui s'est tenue à Addis-Abéba en mai 1963, a décidé d'accorder aux réfugiés de l'Afrique du Sud des bourses d'études, des moyens d'enseignement et des possibilités d'emploi dans les services administratifs africains.

12. D'après l'enquête susmentionnée, les institutions spécialisées des Nations Unies et les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux intéressés reconnaissent qu'en dehors de l'aide matérielle qu'il apporterait aux étudiants et aux stagiaires, le programme pourrait donner une cohésion plus grande, une orientation plus précise et une vigueur accrue aux efforts déployés par les nombreux organismes qui s'emploient à élargir les possibilités d'enseignement et de formation offertes aux Sud-Africains.

13. L'enquête a en outre montré qu'il était important de créer un dispositif adéquat pour a) porter une appréciation qualitative sur les candidats (étudiants et stagiaires), évaluer leur nombre et les inscrire; b) faire le meilleur usage des rouages existants pour placer les étudiants et stagiaires qui satisfont aux conditions d'entrée des établissements d'enseignement et de formation situés hors d'Afrique du Sud; c) donner une orientation ainsi qu'une formation spéciale et accélérée (cours de rattrapage) à ceux qui désirent faire des études ou suivre un cours de formation mais qui n'ont pas le niveau exigé pour être admis dans les établissements d'enseignement et de formation situés hors d'Afrique du Sud.

L'application du Bantu Education Act défavorise les étudiants d'Afrique du Sud d'origine africaine, de sorte qu'il leur est difficile d'atteindre le niveau normalement exigé par les établissements d'enseignement et de formation de la plupart des pays. Néanmoins, on pourrait concevoir un programme qui pourvoirait aux besoins d'un grand nombre de ces étudiants à condition que soient organisés simultanément et dans le cadre de ce même programme des tests d'aptitude et des cours de rattrapage avec la coopération active des institutions spécialisées et autres organismes, en vue de faire cadrer les aptitudes et intérêts très divers des candidats avec les possibilités d'enseignement et de formation offertes.

14. Il est essentiel, en ce qui concerne les étudiants réfugiés, que le programme soit suffisamment souple et laisse à son directeur une grande latitude, en raison des variations du mouvement des réfugiés et des grandes différences d'âge et de niveaux d'instruction.

15. La plupart des Etats africains n'ont pas eux-mêmes assez d'écoles pour leurs populations. Toutefois, les entretiens avec les représentants des Etats africains

les plus susceptibles de participer aux premiers stades du programme, et avec des représentants de l'Organisation de l'unité africaine, ont révélé le désir de contribuer activement à la formation et à l'éducation des Sud-Africains aux fins positives et constructives énoncées dans le rapport du Groupe d'experts. Un certain nombre de Sud-Africains se sont déjà réfugiés dans les Etats voisins en quête d'une éducation plus complète. La mise sur pied d'un programme des Nations Unies conforme aux suggestions du Groupe d'experts pourrait apporter une contribution très utile en complétant, et en aidant à coordonner les programmes actuels d'enseignement et de formation professionnelle, et en réduisant au minimum le problème que poserait aux Etats voisins l'arrivée d'un plus grand nombre d'étudiants et de stagiaires d'Afrique du Sud.

16. Certaines fonctions (notamment en ce qui concerne le transport et la prise en charge des intéressés jusqu'à ce qu'ils puissent être interrogés personnellement en vue d'une assistance éventuelle au titre du programme des Nations Unies) continueraient d'être exercées par des organismes bénévoles ou des services nationaux et intergouvernementaux extérieurs au programme envisagé. Il est d'ailleurs bien possible que le programme des Nations Unies ne soit vraiment efficace que si les autres organismes sont en mesure de satisfaire les besoins dans leurs sphères d'activités particulières.

17. Il convient de faire mention spéciale du problème que posent les titres de voyage des étudiants réfugiés. Etant donné qu'il s'agit d'une question urgente, le directeur du programme devrait être habilité et invité à consulter les gouvernements des pays d'accueil et le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour établir des procédures appropriées.

Administration du programme

18. A l'issue de l'enquête, le Secrétaire général a eu de nouveaux entretiens avec les institutions spécialisées à New York en octobre 1965. Se fondant sur le résultat de ces consultations, le Secrétaire général a immédiatement institué le Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies à l'intention de Sud-Africains. On pense qu'une fois que le personnel nécessaire aura été recruté et que les fonds auront été réunis, le programme pourra fonctionner au début de 1966.

/...

19. Le Secrétaire général estime qu'il est essentiel, pour l'efficacité du programme, que les plans s'étendent sur une période relativement longue. D'après les prévisions actuelles, il semble qu'un montant de 2 millions de dollars permettrait de couvrir le coût de l'enseignement et de la formation ainsi que les frais administratifs pendant la première période triennale et l'on envisage de lancer bientôt un appel aux Etats Membres pour qu'ils annoncent et versent leurs contributions.

20. Le programme serait dirigé du Siège de l'Organisation des Nations Unies, par un directeur qui serait chargé, en suivant les directives du Secrétaire général, de solliciter des contributions, d'assurer la coordination avec les autres programmes d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe et de prendre les décisions de politique générale nécessaires.

21. Des bureaux seraient créés à Genève et à Lusaka pour l'administration du programme. Le bureau de Genève choisirait les candidats en Europe et se tiendrait en rapports quotidiens avec les organismes de placement existants, avec les organismes bénévoles internationaux à l'oeuvre dans ce domaine et avec les secrétariats des institutions spécialisées participant le plus activement à l'exécution du programme.

22. Un service restreint, établi au bureau sous-régional de la Commission économique pour l'Afrique à Lusaka, serait chargé d'inscrire et d'examiner les candidats de divers pays et territoires d'Afrique australe^{3/}. Ce service bénéficierait de l'appui

^{3/} Il y a actuellement des groupes de réfugiés sud-africains d'importance variable dans les territoires relevant du Haut Commissariat, en Zambie, en Tanzanie et dans la République démocratique du Congo. L'analyse professionnelle de la formation antérieure des candidats et l'évaluation de leurs chances de réussite compte tenu des possibilités de formation et d'enseignement permettra d'éviter de placer des candidats dans des établissements d'enseignement ou de formation qui ne leur conviennent pas. L'établissement d'un registre indiquant les antécédents et les aptitudes de l'étudiant témoignerait du succès du programme des Nations Unies et serait très utile pour les organismes bénévoles internationaux et autres qui cherchent à placer des étudiants d'Afrique australe dans des établissements d'enseignement et de formation à l'étranger.

On prévoit que le service assurera en outre l'examen et l'orientation des candidats aux autres programmes des Nations Unies destinés aux étudiants d'Afrique australe. Jusqu'ici, ces programmes avaient été privés des garanties que présente un examen sur place des candidats par des orienteurs professionnels.

/...

des autres bureaux des Nations Unies en Afrique australe et des représentants régionaux des institutions spécialisées pour ce qui est de la réception des candidatures et des dispositions administratives nécessaires pour les tests.

23. La Commission économique pour l'Afrique serait invitée à veiller à ce que les possibilités d'enseignement et de formation professionnelle en Afrique soient utilisées au maximum et il serait fait appel, le cas échéant, aux services des représentants résidents et d'autres bureaux régionaux des Nations Unies.

Rôle des institutions spécialisées

24. Mention a été faite plus haut de la participation active de certaines institutions spécialisées au programme et cette participation est prévue dans la résolution du Conseil de sécurité, qui a invité le Secrétaire général à les consulter pour l'établissement du programme. La participation de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui a un mandat étendu dans le domaine de l'éducation, et de l'Organisation internationale du Travail, compétente en matière de formation professionnelle et de planification de la main-d'oeuvre, serait précieuse dans l'exécution du programme. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation mondiale de la santé s'intéressent à l'éducation dans leurs domaines respectifs et, comme d'autres institutions, à diverses activités de formation. Au cours des consultations, les institutions spécialisées ont montré, par des exemples concrets, en quoi leur expérience et leurs services pourraient être utiles; certains de ces services, notamment en Afrique, sont indiqués ici car ils donnent une idée de la façon dont les opérations doivent se dérouler.

25. En premier lieu, le service de Genève doit centraliser les candidatures et trouver une procédure appropriée pour vérifier les titres des candidats; c'est aussi à lui qu'il appartient de prendre les dispositions nécessaires pour faire passer les tests, dans la République ou ailleurs. Ensuite, le service de Genève doit mobiliser les services des institutions spécialisées pour placer les candidats retenus ou organiser une formation spéciale dans leurs domaines techniques

respectifs. Chaque institution spécialisée se tient en rapport étroit avec les autorités et institutions chargées de la formation dans sa propre sphère et à l'échelon mondial. En outre, la plupart des institutions spécialisées qui s'intéressent essentiellement à ce projet subventionnent de nombreux établissements d'enseignement et de formation professionnelle dans diverses régions d'Afrique, ou sont en rapport avec eux. Ainsi, l'étroite coopération avec les institutions spécialisées, assurée par le service de Genève, vise non seulement à organiser la formation professionnelle et les études des candidats dans des établissements d'enseignement en dehors de l'Afrique, mais aussi à recourir au maximum aux moyens dont disposent les institutions spécialisées en Afrique même.

Enseignement

26. On a déjà évoqué le rôle général de l'UNESCO. Cette institution aura aussi une large contribution à apporter dans des domaines particuliers.

27. Entre autres pénuries graves dont souffre l'Afrique en ce qui concerne le personnel qualifié, il convient de mentionner tout particulièrement celle de personnel enseignant. De toute évidence, il faut accorder une haute priorité à la formation des enseignants, car, à moins qu'on ne relève rapidement et d'une manière générale le niveau de l'éducation, l'Afrique manquera d'élèves ayant fait des études primaires ou secondaires prêts à se spécialiser dans les divers domaines. A la fin de 1964, l'UNESCO et le Fonds spécial subventionnaient 15 établissements d'enseignement normal dans 12 pays d'Afrique. En outre, l'UNESCO a mis en place un ensemble de rouages pour maintenir des rapports avec des établissements pédagogiques de tous les niveaux dans toutes les parties du monde, et elle s'en servirait pour chercher à placer les candidats présentés dans le cadre du programme.

Main-d'oeuvre, formation technique, syndicats, etc.

28. De même que d'autres institutions spécialisées, l'OIT prête son assistance à divers établissements de formation dans toutes les parties du continent africain. Certains des cours présenteraient un intérêt tout particulier pour le Programme, compte tenu de la recommandation du groupe d'experts selon laquelle :

"Il convient d'accorder la plus haute priorité à l'enseignement technique et à la formation professionnelle de manière à ouvrir une vaste gamme d'emplois à ceux auxquels il était jusqu'ici interdit par la loi d'avoir un travail qualifié dans les mines, la construction et tous les autres domaines."

Etant donné que l'OIT a son siège à Genève, le directeur du programme pourrait, par l'intermédiaire du service de Genève, maintenir des rapports de travail étroits avec les différents services compétents de l'OIT, de façon que le plus grand nombre possible de Sud-Africains puissent être formés dans les centres africains de l'OIT.

Santé

29. Etant donné la très grave pénurie de personnel médical, paramédical et auxiliaire, l'OMS prête son assistance aux Etats africains au moyen de programmes de formation pour des candidats de tous niveaux offrant à ceux-ci une formation selon leur degré d'instruction dans des écoles de médecine et autres écoles du même niveau, dans des écoles pour auxiliaires médicaux et dans le cadre de programmes de formation d'agents sanitaires. Ce réseau croissant d'établissements, tout en étant encore insuffisant, devrait pouvoir absorber un petit nombre d'étudiants supplémentaires choisis parmi les candidats sud-africains. Une telle solution - qui permettrait de placer les étudiants dans des établissements bien organisés et dans des conditions normales des points de vue social et éducatif - serait préférable à la mise en oeuvre de programmes spéciaux ou à la création d'établissements spéciaux pour Sud-Africains.

30. Il semble que les procédures utilisées par l'OMS pour les bourses d'études répondent aux besoins du programme spécial en faveur des Sud-Africains; elles permettraient à l'OMS de coopérer à ce programme. Etant donné la pénurie de personnel médical et paramédical qui se fait sentir dans la plupart des pays d'Afrique, on peut espérer que les agents sanitaires qui seront formés pourront mettre en pratique leurs connaissances nouvellement acquises.

Agriculture

31. Depuis plusieurs années déjà, la FAO met en oeuvre un programme spécial d'enseignement et de formation agricole en Afrique dans le cadre duquel elle

tient dûment compte des besoins en personnel qualifié africain et des moyens de formation existants dans tous les domaines relevant de sa compétence. La FAO se trouve de ce fait en relations directes avec un grand nombre d'établissements d'enseignement dans toute la région et est parfaitement au courant des besoins en personnel qualifié dans les différents domaines de l'alimentation et de l'agriculture qui sont si intimement liés au problème du développement dans la plupart des pays d'Afrique. Le programme spécial de la FAO peut donc présenter une grande utilité pour la formation et l'emploi ultérieur des étudiants qui décident de se spécialiser dans ces domaines. On pourrait inviter le chef du programme spécial de la FAO à maintenir des rapports réguliers avec le service de Genève et associer le conseiller pour l'Afrique centrale, qui se trouve sur place, aux activités du service que l'on envisage de créer à Lusaka.

Autres domaines

32. D'autres institutions spécialisées sont engagées dans l'exécution d'importants programmes de développement des communications, de météorologie et d'aviation civile en Afrique. Dans le domaine des télécommunications, il faudra pour exécuter la première tranche d'un programme continental prévoyant l'établissement de liaisons efficaces entre les Etats africains quelque 1 000 techniciens de formation différente. Le plan de développement de la formation météorologique en Afrique de l'Organisation météorologique mondiale prévoit la mise en place d'un réseau de centres de formation pour toutes les catégories de météorologistes. L'Organisation de l'aviation civile internationale a des écoles de formation en Afrique.

Conclusion

33. Beaucoup de détails devront être mis au point sur la base de l'expérience et compte tenu de l'évolution de la situation, mais, d'ores et déjà, le programme envisage de faire, avec la coopération des institutions spécialisées et l'appui de nombreuses organisations bénévoles, un effort dans divers domaines pour mettre en oeuvre la décision du Conseil de sécurité à la lumière du rapport

du Groupe d'experts. On espère fermement que le programme recevra l'appui financier et autre nécessaire pour atteindre ses objectifs : permettre au plus grand nombre possible de Sud-Africains de participer pleinement dans les plus brefs délais au progrès politique, économique et social de leur pays et montrer, par une action positive, le désir général de la communauté internationale de venir en aide aux populations de l'Afrique du Sud dans les efforts qu'elles font pour progresser, conformément aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

